

# ÉDITORIAL

Par Barbara Ischinger, Directeur de l'éducation

## **Investir et innover dans l'éducation pour relancer l'économie**

Cette édition de *Regards sur l'éducation* paraît à l'heure où tous les regards sont tournés sur la crise financière et ses retombées économiques et sociales. Présentant des données jusqu'en 2007, cette édition ne peut pas encore évaluer l'impact de la crise sur les systèmes d'éducation ; elle fournit cependant un jeu d'indicateurs à même d'éclairer le débat quant à la manière dont l'investissement dans le capital humain peut contribuer à la reprise économique.

L'éducation a toujours constitué un investissement clé pour l'avenir, pour les individus, pour l'économie et pour la société dans son ensemble. Dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans une formation tertiaire dépasse 50 000 USD en moyenne par étudiant (voir l'indicateur A8). En outre, les facteurs incitant les individus à poursuivre leur formation sont susceptibles de se multiplier dans les années à venir : par exemple, les coûts d'opportunité de l'éducation diminuent à mesure que les difficultés à trouver un emploi augmentent et les coûts d'opportunité ou le manque à gagner pendant les études ont tendance à constituer la composante de coût la plus importante pour les étudiants (sauf aux États-Unis où les frais de scolarité sont élevés) (voir l'indicateur A8). La diminution des coûts d'opportunité renforce également l'attrait de l'investissement privé dans l'éducation et, étant donné que les personnes les plus qualifiées sont aussi celles qui ont le plus de chances de travailler (voir l'indicateur A6), on assiste à une augmentation de la valeur de l'éducation. Enfin, l'obtention d'un diplôme et l'entrée sur le marché du travail en période de récession économique risquent de devenir plus difficiles à une époque où les employeurs réduisent l'embauche et les jeunes diplômés se voient donc contraints d'entrer en concurrence avec des travailleurs plus expérimentés.

D'autres problématiques importantes liées à l'équité se font jour dans un contexte morose sur le plan de l'emploi des moins qualifiés. Alors que le taux de scolarisation des 15-19 ans augmente de façon constante dans la plupart des pays (voir l'indicateur C1), une importante minorité quitte encore l'enseignement sans avoir en poche une qualification de base. Dans les pays de l'OCDE, plus de 40 % des personnes dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne parviennent pas à trouver un emploi (voir l'indicateur A6). Même ceux qui possèdent un niveau de formation plus élevé se trouvent dans une position vulnérable s'ils perdent leur emploi. Parmi les jeunes adultes sans emploi âgés de 25 à 34 ans dont le niveau de formation est égal au premier ou au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, on compte environ 50 % de chômeurs de longue durée (voir l'indicateur C3). Les possibilités d'éducation et de formation continues sont souvent conçues pour pallier les insuffisances de la formation initiale mais, dans les faits, la participation à ces formations est significativement plus élevée chez les individus possédant de fortes qualifications initiales que chez les moins qualifiés ; la plupart du temps, ces offres de formation ne bénéficient donc pas à ceux qui en ont le plus besoin.

Par ailleurs, si comme le suggèrent les données de cette édition, la demande d'éducation et de qualifications continue de s'accroître à mesure que les perspectives sur le marché du travail s'amenuisent, le fossé entre jeunes et moins jeunes en termes de niveau de formation risque de se creuser davantage. La vulnérabilité des adultes plus âgés, souvent moins qualifiés, face à une inactivité économique chronique de long terme pourrait ainsi s'aggraver. Alors que les adultes d'une vingtaine d'années sont bien plus nombreux à poursuivre leurs études, dans les pays de l'OCDE, moins de 6 % (5.9 %) de la population âgée de 30 à 39 ans est inscrite à temps plein ou à temps partiel dans une formation (voir l'indicateur C1). Si dans certains pays cette proportion est significativement plus élevée, atteignant plus d'une personne sur dix (en Australie, en Finlande, en Islande, en Nouvelle-Zélande et en Suède), dans d'autres, le taux de participation est de moins de 3 % chez les 30-39 ans (en Allemagne, en Corée, en France, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Turquie et, parmi les pays partenaires, en Fédération de Russie). Pour les plus de 40 ans, cette proportion est encore moins élevée en Allemagne, en Autriche, en Corée, en France, en Hongrie, en Irlande, au Luxembourg, au Mexique, aux Pays-Bas, au Portugal, en République slovaque, en République tchèque, en Suisse et en Turquie. À l'heure où l'apprentissage tout au long de la vie compte plus que jamais, les mesures d'action publique doivent se concentrer sur la façon dont les systèmes d'éducation et de formation peuvent répondre aux besoins d'apprentissage des adultes plus âgés pour qui l'acquisition de nouvelles compétences s'avère cruciale.

Les impacts de la crise sur les marchés de travail sont lourds de conséquences mais les impacts sociaux potentiels pourraient se révéler encore plus durables. Le niveau de formation semble être positivement corrélé à des indicateurs de bien-être social tels que la perception de l'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle, constat qui sera certainement répercuté dans les discussions politiques sur les priorités à adopter en matière de dépenses (voir l'indicateur A9). Il en ressort que l'éducation constitue un puissant moyen d'action pour influencer également les conséquences sociales de la crise.

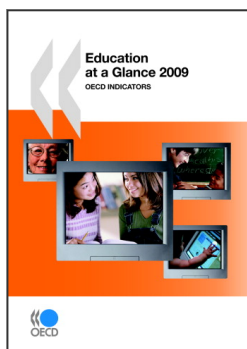
À une époque où il est primordial d'investir dans les connaissances, les compétences et les capacités pertinentes pour l'économie et la société, les systèmes d'éducation qui reposent sur une forte composante professionnelle dans leurs programmes de formation aux niveaux secondaire et tertiaire vont subir des pressions supplémentaires. Les entreprises qui se battent pour réduire leurs coûts et éviter les licenciements auront de plus en plus de mal à accueillir des stagiaires. Les systèmes diffèrent en termes de portée des programmes emploi-études. En Allemagne, au Danemark, en Hongrie, en Irlande, en Suisse et, parmi les pays partenaires, en Estonie, environ 75 % des étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire inscrits dans des filières professionnelles suivent des programmes qui combinent cours et travail en milieu professionnel (voir l'indicateur C1). En Australie, au Danemark, en Islande et aux Pays-Bas, les 15-29 ans sont supposés passer plus de 3.9 années dans des programmes emploi-études (voir l'indicateur C3). Par conséquent, il sera nécessaire de trouver des réponses politiques durables qui engagent à la fois les acteurs de l'éducation et ceux de l'emploi pour maintenir des programmes de formation professionnelle efficaces dotés d'une composante emploi.

Ceci étant, il est inévitable que les investissements publics et privés significatifs consentis au titre de l'éducation fassent l'objet de toutes les attentions. Dans l'ensemble, les pays de l'OCDE consacrent 6.1 % de leur PIB collectif à l'éducation, et ce tous niveaux d'enseignement confondus.

En Corée, au Danemark, aux États-Unis, en Islande et, dans les pays partenaires, en Israël, cette proportion dépasse même 7 % (voir l'indicateur B2). En 2006, la part de l'éducation dans les dépenses publiques totales s'établissait en moyenne dans les pays de l'OCDE à 13.3 %, allant de moins de 10 % en Allemagne, en Italie et au Japon, jusqu'à 22 % au Mexique. Les arguments en faveur du rôle de l'éducation dans la reprise économique ne seront pas uniquement fondés sur la protection de ces niveaux de dépenses comme un *statu quo* privilégié – il faudra aussi démontrer que l'éducation est capable de se transformer pour mieux remplir ses missions et pour parvenir à plus de résultats avec moins de moyens. Les évolutions démographiques pourront aider à alléger une partie du poids des difficultés budgétaires, par exemple dans les pays où une diminution de 20 % des inscriptions est à prévoir dans les établissements scolaires au cours de la prochaine décennie ; ce constat concerne principalement – mais pas uniquement – l'Europe centrale et orientale, ainsi que l'Asie (la Corée, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et, parmi les pays partenaires, l'Estonie et la Fédération de Russie). En outre, tous les pays ne s'attendent pas à une diminution des inscriptions – en Espagne, en Irlande et, dans les pays partenaires, en Israël, la population des 5-14 ans devrait ainsi augmenter de plus de 15 % d'ici 2015 (voir l'indicateur B2) et, dans l'enseignement tertiaire, l'impact des tendances démographiques sur l'augmentation des taux d'inscription n'est pas encore défini.

Cet éditorial identifie certains des défis immédiats auxquels l'éducation est susceptible de faire face, reconnaissant par là-même qu'un avenir à plus long terme reste à construire. L'élaboration de solutions nécessitera les éclairages de nombreux acteurs ainsi qu'une coopération étroite entre les pays. À cette fin, la Direction de l'éducation a lancé une plate-forme collaborative en ligne « *educationtoday* : le phare de l'OCDE sur l'éducation pour sortir de la crise » sur laquelle les pays peuvent partager leur expérience et travailler conjointement à trouver des réponses pour les années à venir.

Barbara Islinger



Extrait de :  
**Education at a Glance 2009**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/eag-2009-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Ischinger, Barbara (2009), « Investir et innover dans l'éducation pour relancer l'économie », dans OCDE, *Education at a Glance 2009 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2009-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).